

Questions orales

Québec. Il s'étend d'un océan à l'autre, et c'est pourquoi nous maintenons le service dans le pays.

Des voix: Bravo!

M. Robert D. Nault (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. J'ai suivi très attentivement sa conférence de presse et ce qu'il nous a dit aujourd'hui se résume à ceci: 2 761 emplois sont perdus à cause de cette compression de 51 p. 100. Et pourtant, je sais que cela n'est pas vrai. Rien qu'au CN et au CP, par exemple, le nombre d'emplois perdus s'élève à 3 600. Le ministre n'en a pas parlé lorsqu'il a mentionné en passant les emplois qui seront perdus.

Cela étant, je voudrais lui poser la question suivante? Combien d'emplois seront perdus au juste? Pourrait-il dire la stricte vérité à la Chambre sur le nombre d'emplois qui seront perdus? Il y en aura plus que 2 700, bien plus. Combien y en aura-t-il? Dites-nous honnêtement combien d'emplois seront perdus à cause de cette compression de 51 p. 100.

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, j'ai déposé ce matin des documents officiels concernant les pertes d'emploi, et pour une fois, au lieu de vous référer à des documents en fuite qui ont donné des informations fausses, référez-vous aux documents qu'on vous a donnés ce matin, où je dis que la fermeture, la diminution des effectifs chez VIA Rail représente 2 761 mises à pied. Nous reconnaissons les inconvénients de la restructuration, mais je dois dire en même temps que les conventions collectives gérant les personnes travaillant pour les chemins de fer au Canada sont parmi les plus généreuses au pays et coûteront 140 millions de dollars sur cinq ans. Je pense que le gouvernement a traité ces employés avec générosité, en fonction des conventions collectives qui sont signées, et je demande aux partis de l'opposition d'admettre qu'enfin on aura au pays un système de transport par chemins de fer national que l'on peut se payer et qui peut durer.

[Traduction]

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, nulle part au Canada. . .

Une voix: Nous voilà partis.

M. le Président: Je ne veux pas entendre ce genre d'observation. La parole est à la députée de Sudbury.

Mme Marleau: Nulle part au Canada les transports ne sont plus importants ou plus vitaux que dans les collectivités du Nord. Et pourtant, Sudbury et beaucoup d'autres localités de notre région se voient sans cesse retirer des services de transport.

• (1440)

Pas plus tard que lundi dernier, on nous informait que la société Air Canada allait cesser de desservir Sudbury et d'autres collectivités du nord de l'Ontario. Aujourd'hui, on nous annonce la suppression des services de VIA Rail dans le nord de l'Ontario et dans tout le pays.

Monsieur le premier ministre, pourquoi vous en prenez-vous ainsi à la région du nord de l'Ontario?

[Français]

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, évidemment, je ne suis pas d'accord avec ma collègue concernant le Nord des provinces. Nous avons maintenu effectivement dans le réseau de transport au pays, pour les régions particulièrement éloignées, neuf routes dites «éloignées» pour permettre aux citoyens qui ne disposaient pas d'autres modes de transport d'être transportés.

Quant à la référence à Air Canada, monsieur le Président, la déréglementation a permis dans ce pays de développer une série de transporteurs aériens de qualité, que ce soit Air Nova, Air Atlantique, Air Alliance, Air Ontario, ce qui a permis de donner à des communautés des services qu'elles n'avaient pas auparavant. La société Air Canada est une société privée qui a le droit de se retirer de certaines de ses activités. Mais, en même temps, Air Ontario continuera d'assurer les services et de donner à la population de Sudbury les services qu'elle avait auparavant. Et il n'est pas prouvé que parce que c'est Air Ontario plutôt qu'Air Canada les services seront moins bon.

Monsieur le Président, le système de transport au Canada est complexe, mais nous faisons en sorte, par l'entremise de l'entreprise privée et des services publics, de donner les meilleurs services aux Canadiens.

Mme Sheila Finestone (Mont-Royal): Monsieur le Président, le ministre des Transports vient de nous annoncer les coupures de plus de 1 800 emplois au Québec, dont 900 à Montréal. Il a ajouté que Montréal peut facilement